

Communiqué de presse
Berne, le 10 décembre 2020

Réactions des PME : les mesures du Conseil fédéral suscitent l'indignation des membres de l'Union suisse des arts et métiers usam

Demain, vendredi 11 décembre, le Conseil fédéral décidera de l'entrée en vigueur de mesures draconiennes pour lutter contre la pandémie de coronavirus. Les entrepreneures et entrepreneurs à la tête de PME le disent sans ambages: empêcher les ventes de Noël sonne comme une gifle pour les entreprises. De nombreuses personnes directement concernées disent, de manière claire et nette, quelles en seront les conséquences.

Le Conseil fédéral donne l'impression de vouloir à tout prix introduire de nouvelles mesures. En l'occurrence, il ne tient pas compte des coûts engendrés pour la société et l'économie. La consultation sommaire lancée par l'exécutif ne fait que confirmer cette impression. Des mesures entraînant des coûts humains et économiques extrêmement élevés ne sont mises en consultation que quelques jours seulement et uniquement auprès d'un cercle de destinataires très restreint. Aucun document écrit n'est mis à disposition, ce que l'Union suisse des arts et métiers usam juge inacceptable.

Nombre d'entrepreneures et d'entrepreneurs des branches directement concernées se sont, en quelques heures, adressés à l'Union suisse des arts et métiers usam pour lui faire part de leur indignation et de leur refus des mesures. Leurs réactions sont unanimes: ces mesures sont tout simplement intolérables.

Voici une petite sélection de déclarations provenant de nos branches et de nos unions cantonales des arts et métiers. Le site Web de l'usam (www.sgv-usam.ch) fait l'objet d'une réactualisation permanente dans le but de mettre en ligne toutes les réactions parvenues à notre secrétariat. Vous y trouverez également le lien vers les messages vidéo envoyés par les PME à l'usam.

Ivo Bischofberger, président Union professionnelle suisse de la viande UPSV: «Les mesures extrêmement sévères annoncées par le Conseil fédéral sont totalement disproportionnées par rapport aux plans de protection onéreux déjà exigés par les autorités et mis en œuvre de manière systématique et de bonne foi par les branches.»

Peter Bruggmann, président ASMAS Association de Commerce de sport Suisse: «La période du 20.12 au 10.1 est la période où le commerce de sport réalise son chiffre d'affaires le plus élevé, soit 15 à 25% de son chiffre d'affaires annuel. Ces ventes sont définitivement perdues. L'existence de nombreuses PME est menacée.»

Bruno Eisenhut, directeur Union cantonale des arts et métiers d'Appenzell Rhodes-Extérieures: «De nombreuses entreprises se dirigent vers une impasse financière. Dans le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures, un nouveau durcissement des mesures conduira à la liquidation d'entreprises, à des licenciements ou des faillites.»

Roland Steiner, propriétaire d'une entreprise de sports de santé et de sports de raquettes dans le canton de Zurich: «Le durcissement des mesures nous brisera les reins, alors que notre entreprise est saine ; ces mesures draconiennes ne sont économiquement pas supportables.»

Alex Mächler, président imagingswiss – association des commerces spécialisés de photographie: «Le durcissement des mesures fera perdre à notre branche une grande partie du chiffre d'affaires de Noël, important pour elle.»

André Berdoz, vice-président usam et patron d'une entreprise d'électricité: «Madame Sommaruga, Monsieur Berset, vos dernières propositions créent l'instabilité, la détresse et vont anéantir nos derniers espoirs. Je vous en supplie, laissez les cantons gérer la seconde vague et abandonnez vos propositions ruineuses et excessives.»

Georg Mahler, propriétaire de Fitwork GmbH: «Le durcissement prévu accélère la mort lente de nombreuses PME actives dans le secteur des services et du commerce de détail.»

Isabelle Allali, propriétaire des Bijouteries Myl'Or: «Les nouvelles mesures vont mettre en péril mes deux entreprises.»

Larissa und Christian Fehr, propriétaires d'une boulangerie-pâtisserie avec café à Sirmach: «Si les mesures prévues sont réellement mises en œuvre, de nombreuses PME, qui se sont développées au fil de nombreuses années d'un travail ardu et incessant, seront quasi anéanties par les restrictions imposées à la veille de Noël, alors qu'à cette période nous réalisons d'habitude un très gros chiffre d'affaires.»

Catherine Comte, propriétaire de la Boutique Prunelle à Genève: «Mon magasin de vêtements à Genève a dû fermer trois mois. La collection Été arrive, je dois la payer. Je dois louer un container pour stocker la marchandise d'hiver non vendue.»

Martin von Moos, président des hôteliers zurichois: «Le durcissement des mesures annoncé dans le secteur de la restauration va priver nos hôtels des dernières sources de revenus qu'il nous restait.»

Roman Seidl, propriétaire d'une école de langues à Uster: «Sans aides financières, le nouveau durcissement des mesures dès samedi pourrait nous conduire rapidement à la faillite.»

Marco Zolliker, propriétaire d'un salon de coiffure à Bäretswil: «Les mesures annoncées et le risque d'un deuxième confinement inquiètent de plus en plus de clients. L'absence ou la diminution de clientèle menace l'existence même de mon entreprise.»

Roger Wilhelm, commerce de détail à Bremgarten: «Qui approvisionne les consommateurs en denrées alimentaires? Nous réalisons notre principal chiffre d'affaires après 18 heures et le dimanche. Les nouvelles heures de fermeture seraient une vraie catastrophe financière!»

Patrick Gerwer, courtier en assurances: «Les relations établies au fil du temps avec mes clients, donc mes revenus, s'effondrent en l'espace d'une année, mes clients cessant leurs activités ou faisant faillite à la suite des mesures prises par la Confédération!»

Renseignements complémentaires

Hans-Ulrich Bigler, directeur, tél. 031 380 14 14, portable 079 285 47 09

Henrique Schneider, directeur adjoint, tél. 031 031 380 14 38, portable 079 237 60 82

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et quelque 500 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays.